



Cellule de Suivi du Programme de Lutte contre la Pauvreté (CSPLP)

REGION DE TAMBACOUNDA

I- PRESENTATION DE LA REGION

La région de Tambacounda est située entre 12°20 et 15°10 de latitude Nord et 11°20 et 14°50 de longitude Ouest et couvre une superficie de 59.000 km². Il s'agit de la région la plus étendue du pays.

Elle est limitée à l'Est par la République du Mali, au Nord par les régions administratives de Louga et de Saint Louis et la République Islamique de Mauritanie, au Sud par la République de Guinée Conakry et à l'Ouest par les régions administratives de Kolda et la République de Gambie.

En même temps, il s'agit aussi la région la moins peuplée du Sénégal (8,3 habitants/km²), la population régionale est estimée à 518.040 habitants dont 83% de population rurale, 51% de femmes et 58% de jeunes de moins de 20 ans.

Le peuplement de la région, malgré la dominante Pulars (46%), les Mandingues ((17%), les sarakholés (11%), les Ouolofs (9%), les Sérères (3%), les bambaras (3%) est aussi marqué par la présence d'une véritable mosaïque de groupes ethniques (Bassari, Koniadj....).

Cette population est très mal répartie dans l'espace, le département de Tambacounda qui couvre 34% de la superficie régionale, concentre près de 56% de la population totale.

Sur le plan administratif, la région compte 3 départements, 13 arrondissements, 35 Communautés Rurales, 3 Communes et 1.465 villages. Parmi ces établissements humains, seuls huit (8) ont plus de 2.500 habitants, tandis que plus de 71% des villages ont moins de 200 habitants.

Le relief est globalement accidenté avec deux types contrastés de modelés, correspondant à peu près aux formations géologiques du socle ancien et du continental terminal.

La région se situe entre les isohyètes 500 et 1500 mm et fait ainsi partie des zones les plus arrosées du pays. Le potentiel en eau est estimé à plus de 2.500 millions de m³, exploité seulement à moins de 1 millions de m³/an.

Le climat de type soudano-sahélien et soudano-guinéen, confère à la région des écosystèmes diversifiés, un environnement écologique généralement favorable au développement de l'agriculture et de l'élevage.

Cependant, sur le plan économique, la contribution de l'économie régionale au PIB national représente moins de 3 %, malgré la présence d'importantes ressources et potentialités. L'économie régionale repose essentiellement sur le secteur primaire qui représente 77% du PIB. La contribution des sous secteurs est la suivante : Agriculture (39,2%), Elevage (32,0%), Foresterie (6,2 %).

Les ressources et potentialités agricoles :

- 2.092.000 ha de terres aptes à l'agriculture pluviale
- d'importantes ressources en eau de surface et en eau souterraine disponible,
- 150.000 ha de terres irrigables

- une pluviométrie favorable comprise entre 600 et 1500 mm.

Les productions vivrières sont passées de 94.502 T en 1995 à 110.659 T en 1999 et la production arachidière de 49.410 T en 1995 à 84.588 T en 1999. Par contre, la production cotonnière qui était de 5.000 T en 1999, a connu une chute vertigineuse de l'ordre de 80%.

La production de banane, environ 8.000 tonnes, occupe une place prépondérante et représentant 70% de la production nationale.

La région compte un cheptel important et diversifié (493.800 bovins et 1.278.400 ovins-caprins) et constitue une grande productrice de bétail sur pied (33 500 bovins et 177 500 ovins/caprins).

Les potentialités de la foresterie reposent sur d'importantes formations très diversifiées couvrant 5 406 300 ha, comprenant: 20.000 ha de forêts galeries, 1.496.600 ha de savanes boisées, 5.400 ha de steppes arborées, 3.684.500 ha de savanes arborées et 200.000 ha de savanes arbustives.

Le domaine forestier est constitué de 17 forêts classées dont 4 dans le département de Bakel, 11 à Tambacounda et 2 à Kédougou, d'un parc national (le Niokolo Koba) et d'une Zone d'Intérêt Cynégétique (ZIC de la Falémé). L'ensemble de ces massifs couvre une superficie de 689844 ha soit 45 % de la superficie régionale.

Les recettes tirées de la production forestière (combustibles ligneux, bois d'œuvre, bois de service et produits de cueillette) varient entre 600 et 800 millions de francs CFA.

Les opérations de reboisement ont donné en 1998 les réalisations physiques suivantes: 121 ha de plantations massives, 59 km de plantations linéaires et 2.708 plants d'ombrage.

Par ailleurs, la région possède un important réseau hydrographique, constitué par le fleuve Sénégal, la Falémé et le fleuve Gambie, mais aussi la disponibilité d'une importante quantité d'eau souterraine dans le bassin sédimentaire.

Le taux de couverture en eau potable se situe autour de 24 litres par jour, inférieur à la moyenne nationale qui est de 26 litres par jour.

L'industrialisation est encore à un stade embryonnaire, son développement est limité par :

- la faiblesse des infrastructures routières qui rend difficile l'accès aux zones de production,
- la faiblesse des productions agricoles qui ne permet pas sauf pour le coton, de dégager des excédents justifiant l'implantation d'unités de transformation,
- le faible du taux d'électrification,
- l'étroitesse du marché local
- le coût élevé des facteurs de production.

La région dispose également d'importantes réserves de minerais de fer de bonne qualité, d'or et de marbre.

Après l'agriculture, l'artisanat occupe la plus grande partie de la population active. Il a été recensé dans la région plus de 120 corps de métiers dont les plus importants sont la menuiserie-bois, la maçonnerie, la teinture, la bijouterie et les BTP.

Les potentialités touristiques:

- le parc national du Niokolo-Koba (913 000 ha) avec sa riche flore et sa faune variée et abondante
- la zone d'intérêt cynégétique (1 336 000 ha) et des zones amodiées (772 000 ha)
- les paysages variés et pittoresques constitués par les massifs forestiers, les contreforts du Fouta – Djallon et les chutes d'eau de Dindifélo (cascades)

- les vestiges historiques constitués par le pavillon de René Caillé de Bakel, les Forts de Bakel et de Sénédebou, la zone de mégalithe
- les manifestations culturelles avec les fêtes traditionnelles Bassari
- un artisanat traditionnel riche et varié.

II. ANALYSE DU CONTEXTE REGIONAL DE LA PAUVRETE

II-1 ANALYSE HISTORIQUE

Facteurs, événements ou politiques ayant contribué à renforcer la pauvreté et la vulnérabilité.

- Avant les années 60 : Le choix des populations dans l'implantation de leurs cités.

Certaines populations notamment dans le département de Kédougou (Communauté Rurale de Dimboli et dans bien d'autres localités) s'étaient installées pour des raisons historiques principalement dans des localités difficiles d'accès et où les conditions de vie restent assez précaires (obstacles naturels, terres incultes, etc.). Le choix dans l'implantation des cités peut donc, à bien des égards, expliquer aujourd'hui certaines situations de précarité.

- les Années 60-70 : le «Sénégal Oublié».

Selon les populations, il y avait une absence manifeste de volonté dans la mise en place d'une véritable politique d'exploitation des potentialités de la région. Par ailleurs, la région de Tambacounda était pendant longtemps considérée comme une zone de punition pour les fonctionnaires de l'Etat qui y étaient affectés.

- la présence de maladies endémique jusqu'à une période encore très récente: les milieux naturels de la région du fait de leur couverture végétale et de leur maillage relativement dense par le réseau hydrographique sont des zones de prolifération d'un certain nombre de maladies que sont : l'Onchocercose, le vers de Guinée, le Paludisme, la Bilharziose. Ces menaces constantes sur les populations de la région ont pendant longtemps freiné les efforts et actions de développement entreprises dans la zone.

- les Année 70-80 : - enclavement de la région en infrastructures routières et en communication ;

Pendant longtemps, se rendre ou se déplacer dans la région de Tambacounda par la route était un véritable calvaire: les populations mettaient plusieurs heures voire plusieurs jours (dans les années 70-80) pour rallier le département de Tambacounda à celui de Kédougou, pourtant distants de 255 kilomètres. En même temps, la couverture radiophonique, téléphonique et télévisuelle n'était pas assurée, seule la chaîne VI de la RTS avait démarré ses activités vers les années 80.

- Les cycles de sécheresses des années 70 ont contribué à installer la pauvreté dans la région. A cet effet, la crise environnementale qui en a résulté a bouleversé les systèmes de production. Ces cycles de sécheresse ont aussi décimé une part importante du cheptel notamment dans le département de Bakel. Ces facteurs combinés à d'autres ont favorisé les vastes mouvements d'émigration.

- A partir des années 80 : - dernière région où la réforme administrative et territoriale est entrée en vigueur, (rentrée effective avec le découpage en communauté rurale en 1982, donc retard dans la mise en place des équipements et des structures d'appui au développement).

➤ **L'absence d'infrastructures scolaires et de formation professionnelle :** à cet effet le premier lycée de la région le Lycée Mame Cheikh MBAYE de Tambacounda date seulement de 1983). Les élèves de la région étaient obligés d'aller poursuivre leurs études dans les autres régions du pays (à St Louis, Kaolack, Dakar) avec comme conséquence beaucoup de déperditions scolaires et le départ de l'élites .

Par ailleurs, l'enseignement était général et il n'avait pas de filières professionnelles, donc pas de spécialisation. Le lycée technique de Kédougou n'a ouvert ses portes qu'en octobre 2000.

- **Les politiques d'ajustements structurels** ont aussi contribué à installer la pauvreté dans la région de Tambacounda. Ces différents programmes ont conduit à un désengagement de l'Etat de la plupart des secteurs sociaux et économiques, alors que la région a connu un retard dans la mise en place d'infrastructures et des équipements de base, portant ainsi un coup fatal aux investissements dans les secteurs sociaux tels que l'éducation, la santé et l'emploi. Les prix des denrées de premières nécessité ont tendance à connaître des hausses importantes par rapport aux autres régions, à cause de l'éloignement par rapport à Dakar, ce qui contribue à accroître la pauvreté au niveau des couches sociales.
- **La Nouvelle Politique Agricole et le désengagement de l'Etat, avec la suspension du Programme Agricole.** Insuffisamment préparés et faiblement outillés, en terme de maîtrise du paquet technologique, les producteurs se sont retrouvés confrontés à plusieurs contraintes et dans l'impossibilité de diversifier et d'améliorer les systèmes de production.

Facteurs, événements ou politiques ayant contribué à réduire la pauvreté et la vulnérabilité.

- **A partir des années 80 : désenclavement de la région en infrastructures routières et en communication**
- Désenclavement de la région, connexion réseau routier national axe Tamba-Dakar (bitumage axe Tamba-Malem Hodar);
- *entrée en vigueur de la réforme administrative et territoriale* : avec le découpage de la région en communauté rurale et l'élection de conseillers ruraux (début de la mise en place d'équipements et d'infrastructures communautaires).
- **construction du lycée** Mame Cheikh MBAYE de Tambacounda
- **projet Terre Neuve** : colonisation et installation de nouveaux villages, valorisation des terres et mise en place d'infrastructures ;
- **création de la SODEFITEX** : diversification culture avec introduction du coton, alphabétisation ect..
- **installation des mutuelles de crédits** (1992)
- **éradication** de certaines maladies endémiques (cécité des rivières, polio, ver de Guinée...)
- **bitumage routes** Tamba-Kédougou et Tamba –Bakel
- **avènement** des radios privées et communautaires
- **construction** lycée agricole de Kédougou
- **Avènement de l'alternance et responsabilisation des femmes**
- **Interdiction de l'excision**

III-2. Profil régional de la pauvreté

La région compte 16.296 ménages pauvres. Prés de 39% des ménages et 46% de la population régionale vivent en dessous du seuil de pauvreté et ne peuvent donc assurer la ration alimentaire minimum de 2.400 calories. En milieu rural, le seuil de pauvreté affecte 44% des ménages et 17% en milieu urbain.

Plus de 89% de la population vivent des activités du secteur primaire. L'autosuffisance alimentaire n'est pas atteinte et seules 3,7% des superficies cultivables sont mises en valeur.

La région est insuffisamment couverte en infrastructures et équipements sociaux de base.

- L'accès à l'éducation

Le sous secteur de l'éducation a enregistré une évolution certaine ces dernières années grâce à l'effort conjugué de l'état et de différents partenaires.

La région de Tambacounda occupe le 4^{ème} rang en matière de scolarisation du pays. Le préscolaire compte 5 établissements publics et 2 privés. Au niveau de l'élémentaire, on compte 520 écoles dont 17 non fonctionnelles et 1260 classes dont 84 non fonctionnelles.

Ce cycle compte 55 000 élèves dont 24 525 filles. Le personnel enseignant est de 1275 maîtres dont: 496 instituteurs, 132 maîtres contractuels et 779 volontaires.

Le taux brut de scolarisation (TBS) est passé de 38,7% en 94/95 à 76% en 99/00. Le TBS des filles est passé pendant la même période de 29,3% à 64,7%.

La région compte 2 lycées d'enseignement général et 13 collèges d'enseignement moyen dont 9 publics et 4 privés. Le cycle moyen totalise un effectif de 4787 élèves dont 677 du privé.

L'enseignement technique et la formation professionnelle, maillons faibles du système éducatif, compte seulement 1 lycée technique, industriel et minier à Kédougou, 3 Centres d'enseignement technique féminin et 1 Centre d'enseignement technique privé à Tambacounda.

Dans le domaine de l'alphabétisme, le taux est de 21% ce qui montre les importants efforts à déployer chez les adultes. Le taux d'analphabétisme global est de 51% en milieu urbain et 90 % en milieu rural.

- L'accès à la santé et à l'hygiène

La situation de la région a connu de réels progrès ces dernières années, cependant, la partie Sud-Est de la région reste encore caractérisée par la présence de quelques poches de maladies endémiques notamment l'Onchocercose et le ver de Guinée. Le paludisme reste encore de très loin la principale cause de mortalité dans la région.

Du point de vue de la couverture en infrastructures, la région est relativement peu pourvue en formation sanitaire. Elle ne dispose que d'un hôpital. On compte 1 centre de santé pour 112 129 habitants et la distance moyenne de polarisation d'un centre de santé peut s'étendre jusqu'à 75 km.

La couverture en personnel de santé: 7 médecins, soit un médecin pour 100.000 habitants, 77 infirmiers, soit un infirmier pour 4.000 habitants, 17 sages-femmes, soit 1 sage-femme pour 6.596 femmes en âge de procréer. Les dépenses publiques consenties dans la région dans le domaine de la santé s'élevaient en 1998 à 797 FCFA par habitant.

Les taux de vaccination (1998) étaient de 76% pour le BCG, 49% pour le DTC3, 50% pour la VPO3, 43% pour la rougeole et 41% pour la fièvre jaune. Le taux de mortalité infantiles (0-1 an) est de 81 pour 1.000, la mortalité juvénile (1-4 ans) de 146 pour 1.000 et le taux de mortalité infanto-juvénile (04 ans) de 188 pour 1.000.

La mortalité néonatale se situa à 43 pour 1.000, la mortalité post- néonatale à 54 pour 1.000 (source EDS II) et la mortalité maternelle à 850 pour 100.000 naissances vivantes dans la région alors que la moyenne nationale est de 510 pour 100.000 naissances vivantes. La probabilité pour une femme de décéder par suite de grossesse était de 1/16 dans la région en 1989. La malnutrition chronique frappe 25% des enfants et la malnutrition aiguë affecte 26% des enfants de la région.

Seuls 4% des ménages ont accès à un système d'évacuation des eaux vannes et 52% des ménages ont recours aux latrines traditionnelles. Dans la région, seuls 9% des concessions sont connectés au réseau d'adduction d'eau potable de la SDE. La majorité des ménages s'approvisionnent aux puits ou directement au niveau des cours d'eau.

L'usage de latrines appropriées n'est pas encore généralisé et on dénote que 44,6% des ménages font leur aisance dans la nature.

L'électrification rurale est très peu présente dans la région (0,7% d'électrification) et seuls 33,5% des ménages urbains s'éclairent à l'électricité.

- L'accès aux voies de communication, à l'information et aux services

Le réseau routier classé de la région est de 3.638 Km et le réseau ferroviaire fait une longueur de 300 Km (voie ferrée Dakar/ Bamako).

La région compte 13 bureaux de poste dont 4 dans le département de Tambacounda, 2 dans le département de Kédougou et 7 dans celui de Bakel. Le montant annuel des mandats payés au niveau du réseau postal de la région représente plus de 2 milliards de FCFA en moyenne par an.

Le réseau de télécommunication de la Sonatel comptait en 2000, 2442 lignes téléphoniques principales, 10 lignes spécialisées et 4 de télex. Le département de Tambacounda détient 64% des lignes principales et celui de Bakel 23%. Les télécentres privés, au nombre de 275, représentent 11% des lignes téléphoniques.

Il n'existe qu'un seul cybercafé fonctionnel pour toute la région. Certaines structures comme la Gouvernance, le Conseil Régional, le PROMER et le GADEC possèdent leur propre service Internet.

La région de Tambacounda compte 1017 commerçants dont 35 demi grossistes, 12 marchés permanents et 33 marchés hebdomadaires (Loumo). L'éloignement des centres de ravitaillement et l'enclavement des zones rurales rendent onéreux le coût du transport.

La RTS, chaîne publique et Sud FM, chaîne privée sont les deux opérateurs présents dans la région. A ce dispositif s'ajoutent deux radios communautaires localisées à Bakel et Koumpentoum.

La presse écrite est représentée dans la région par les organes suivants : LE SOLEIL ; SUD QUOTIDIEN ; LE MATIN ; WAL FADJIRI

. Genre et développement

- La proportion des femmes polygames tourne autour de 55,4%,
- L'âge moyen au premier mariage est de 16,8 contre 26,1 pour le sexe masculin, traduisant la précocité du mariage
- L'analphabétisme touche 89 % des femmes contre 76,8% pour les hommes.
- 12% des ménages sont dirigés par des femmes

III- Les Problèmes à résoudre : les causes et manifestations

Il est ressorti des différentes analyses que le problème de la pauvreté dans la région de Tambacounda est la conséquence de divers facteurs fortement imbriqués.

. Les facteurs naturels

- **Les péjorations climatiques** : les cycles de sécheresse répétitives combinés à certaines pratiques anthropiques (déboisement, surexploitation des ressources naturelles) ont eu des répercussions particulièrement négatives sur le potentiel biologique et écologique de la région.

- **l'action des déprédateurs** : l'action des déprédateurs (animaux, criquets pèlerins) sur les cultures contribue fortement à réduire les niveaux de production.

- **Les "barrières naturelles"** marquées par un relief accidenté, avec comme conséquence principale, l'enclavement de plusieurs localités surtout dans les départements de Kédougou et de Bakel. Ces barrières naturelles ne facilitent pas la libre circulation des biens et des personnes. Le département de Kédougou, constitue la partie la plus accidentée et la plus inaccessible de la région. Les pistes et les routes sont défectueuses et impraticables surtout en hivernage. Des localités comme Fongolimbi, Dimboli, Salémata

dans le Kédougou et les villages de la poche de la Falémé dans le Bakel constituent des zones très fortement enclavées.

- **La dégradation de l'environnement et des systèmes de production** : les populations notamment rurales pour subvenir à leurs besoins exercent des pressions parfois très intenses sur les milieux et sur les ressources naturelles. Ces pressions ont entraîné un profond déséquilibre des écosystèmes naturels de la région.

L'aspect le plus visible de ces atteintes reste incontestablement l'exploitation des ressources ligneuses à des fins de production de charbon de bois, d'augmentation des superficies agricoles et l'exploitation de produits forestiers pour la commercialisation.

La crise environnementale est aussi une crise des systèmes de production avec la mise en pratique de techniques et méthodes culturelles inadaptées à l'environnement de la zone. La combinaison de ces facteurs a plongé certaines couches de la population de la région dans un état de dénuement quasi total.

. Les facteurs socioculturels

Un certain nombre de ces facteurs contribuent de façon indéniable à installer une situation de pauvreté et de vulnérabilité au niveau des populations. La société renferme en elle-même les germes de sa vulnérabilité.

Un certain nombre de pratiques traditionnelles constituent dans le contexte actuel des «facteurs bloquants» :

- les mariages précoces et la pratique du Lévirat (héritage matrimonial)
- la propension à la polygamie et le développement de la famille élargie (ménages de grande taille). Chez les Sarakholé et les Manding, une part importante des ressources est consacré à des mariages ou aux cérémonies familiales.
- dans le Bakel, des familles ont jusqu'à trente personnes et sont gérées parfois par un seul émigré.
- le repli identitaire propre aux ethnies minoritaires constaté chez les Bassari, les Koniagui et autres groupes minoritaires: ces ethnies ont tendance, par tradition, de se renfermer sur elles même et limitent au strict minimum leurs rapports avec les autres ethnies. Il s'agit d'attitudes qui découlent de forts préjugés mutuels et aboutissent à un effet de marginalisation. Ce qui exclut ses membres le plus souvent des grands centres de décision. Enfin, il devient aussi difficile de mobiliser toutes les forces sociales autour de projets fédérateurs de développement, une frange de la communauté est souvent laissée en rade.

. Les facteurs sociaux

Au plan sanitaire, il s'agit de :

- l'insuffisance des structures sanitaires (hôpitaux, dispensaires, centres de santé, poste de santé, case de santé, maternité rurale) et du personnel médical dans pratiquement toutes les localités de la région et surtout en zone rurale.;
- la cherté des médicaments et leur non disponibilité dans certaines structures sanitaires. Pour les personnes du 3ème âge, la cherté des soins médicaux constituent un véritable handicap. Pour les femmes enceintes, la conséquence majeure est le taux élevé de mortalité lors des accouchements (mortalité infantile et mortalité maternelle).

Au plan de l'éducation :

- L'insuffisance des infrastructures scolaires et du personnel enseignant;
- Du faible équipement des infrastructures scolaires;
- Du fort taux d'analphabétisme surtout chez les femmes;
- Des déperditions scolaires;

- De l'inexistence de centres de formation pour les enfants et les jeunes filles en situation difficile (handicapés, filles-mère, talibés, enfants d'indigents etc.).

. Les facteurs économiques

➤ La faiblesse des revenus agricoles

Cette faiblesse des revenus est citée comme un élément majeur de vulnérabilité des couches sociales surtout en milieu rural. Les producteurs ont vu leurs revenus baisser considérablement du fait d'un ensemble de facteurs liés à la dégradation des systèmes écologiques, à la pratique de systèmes et techniques de production inadaptés, à la cherté du matériel et intrants agricoles.

L'agriculture qui devrait s'intensifier et produire davantage s'est cantonnée dans une forme traditionnelle avec comme corollaire une production de subsistance qui arrive à peine à couvrir les besoins alimentaires des ménages.

• Le chômage

Le chômage est aussi considéré comme étant un facteur qui renforce la vulnérabilité des couches sociales. La région compte 142 605 actifs dont 7 553 chômeurs soit cinq chômeurs pour 100 actifs.

• La faiblesse de retombés économiques de l'exploitation des ressources locales pour les populations

La région de Tambacounda qui est considérée comme très riche en ressources naturelles diverses (minières, forestières, hydrauliques, etc.) présentent malheureusement les seuils de pauvreté les plus critiques du Sénégal. Cette situation traduit l'image d'un «mendiant assis sur des lingots d'or».

Le pouvoir d'achat réduit des populations autochtones fait qu'elles ne peuvent prendre en charge les frais inhérents à l'exploitation des ressources locales. Dès lors, ce sont des "allochtones" qui monopolisent les secteurs économiques les plus dynamiques. Les populations de la région se contentent alors des "résidus" de ressources et ce qui renforce la vulnérabilité des populations notamment rurales de la région.

• L'insuffisance d'infrastructures et d'équipements dans les secteurs sociaux

Ce déficit concerne pratiquement toute la région et tous les secteurs d'activité (agriculture, santé, eau potable, assainissement, éducation, transport, etc.). Cette faiblesse en équipements constitue un facteur de vulnérabilité très important.

Au plan agricole, par exemple, le sous équipement en matériel explique pour une grande part la faiblesse des rendements agricoles, par conséquent la baisse des revenus qui entraîne un processus de paupérisation des populations rurales. Cette faiblesse en matériel agricole maintient l'agriculture sous une forme extensive et traditionnelle qui est dans l'incapacité de générer des revenus substantiels.

. Les autres facteurs économiques sont liés à :

- La faiblesse de la mobilisation de l'épargne;
- Le manque de ressources financières et les difficultés d'accès aux crédits;
- notamment pour les femmes, les producteurs, les Organisations Paysannes (OP), les Organisation Communautaire de Base (OCB).
- L'insuffisance, voire le manque d'infrastructures économiques;
- La vétusté des outils de production dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage;
- L'émigration et l'exode rural notamment chez les jeunes;
- La faiblesse des ressources humaines dans tous les secteurs;
- L'insuffisance voire absence des infrastructures de transformation et de conservation des produits agricoles et forestiers;
- L'insuffisance des circuits de commercialisation et de débouchés pour les produits agricoles.

IV – EXPERIENCES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Les principaux projets et programmes intervenant dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie concernent:

- Le Programme des Ceintures Laitières de la SODEFITEX (Société de Développement des Fibres Textiles);
- La filière banane (privés);
- Le programme Carreaux Usine Arachide : Accord cadre entre l'Etat, la SONACOS (Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal), les producteurs, la SENCHIM, le SISMAR et le CNIA (Comité National Interprofessionnel de l'Arachide);
- Le programme MECADR/T (Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Acteurs du Développement Rural de Tambacounda) entre SODEFITEX, WINROCK, DYNA ENTREPRISES et les acteurs);
- Le PROMER (Projet de Promotion des Micro Entreprises Rurales);
- Le FDL (Fonds de Développement Local de Kédougou);
- Le programme micro jardin (DRD/FAO);
- Le partenariat entre le Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminin (PAGPF) et le Fonds des Nations Unies pour le Développement (FENU);
- Le partenariat entre le Groupe d'Appui pour le Développement Communautaire (GADEC) et l'UNICEF;
- Le partenariat SODEFITEX, PROGED, CIVD (Comité Intervillageois de Développement) dans le domaine avicole;
- Le partenariat SODEFITEX-CNCAS (Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal), l'URCA/T (Union Régionale des Coopératives Agricoles de Tambacounda) dans le domaine de l'équipement des producteurs en matériels agricoles;
- Les projets et programmes d'alphabétisation PAPA (Projet d'Appui), PAPF (Projet Alphabétisation Priorité Femme), PDRH (Projet de Développement des Ressources Humaines);
- Le programme Elargi de Lutte Contre la Pauvreté (PELCP) soutenu par le PNUD, à travers son sous programme 2;
- Le programme de communication entre le CNCR (Comité National de Concertation des Ruraux), la SODEFITEX et l'ADM (Agence de Développement Municipal);
- Le partenariat entre le Cadre Locaux de Concertation des Organisations Paysannes (CLCOP) et le Programme de Services Agricole (PSAOP).

. Les réussites

- Les principales réussites des projets et programmes concernent:
- Le renforcement des capacités des producteurs et des Organisations Paysannes;
- L'émergence et le développement des Groupes d'Epargne et de Crédit (GEC);
- L'amélioration dans l'accessibilité du crédit aux Groupements de Promotion Féminine (GPF), aux Organisations Communautaires de Base (OCB) et aux acteurs économiques jeunes porteurs de projets;
- L'implication des populations dans l'élaboration, l'exécution, le suivi et l'évaluation des projets et programmes de développement;
- L'attention portée aux femmes et aux jeunes dans les prises de décisions et dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement.

. Les limites

Les limites des projets et programmes initiés sont en rapport avec:

- La pérennisation des projets et programmes;
- La faible capacité financière de populations avec comme principale conséquence une incapacité à respecter leurs engagements au niveau des structures de financement.

- Le manque de coordination et d'harmonisation dans les actions des projets et autres structures de développement. Plusieurs projets et programmes ont parfois les mêmes objectifs et interviennent dans les mêmes localités;
- Le décalage parfois important dans la programmation des projets entre le début des activités et le démarrage effectif des activités du projet;
- L'éloignement des facteurs de production et l'enclavement de la région.

. Les tendances à renforcer et à valoriser pour réduire la pauvreté

- Le renforcement du dynamisme organisationnel des populations et la mise en place de cadres de concertation
- Le renforcement de l'intégration agro-sylvo-pastoral et la poursuite de l'insémination artificielle
- L'intensification et la diversification des productions agricoles (agriculture, élevage, aviculture, apiculture, etc.)
- Le renforcement des caisses populaires, des mutuelles d'Épargne et de Crédits et autres Structures de Financement Décentralisées (SFD)
- La responsabilisation des acteurs et le renforcement de leur capacité d'intervention
- La pratique de la bonne gouvernance et de la transparence dans la gestion des affaires de la communauté.
- Le renforcement de l'initiative de Bamako
- La poursuite de la généralisation de l'éducation
- L'adoption systématique de l'approche participative dans toutes les politiques, projets et programme de développement

Les tendances à stopper

- La marginalisation des pauvres, des castés, des handicapés et des femmes dans les programmes et projets de développement
- La discrimination des femmes à l'accès à la terre, au pouvoir de décision, à certains corps de métiers sociale (caste, sexe, etc.)

Les populations et les pouvoirs publics ne sont pas restés les bras croisés face à la pauvreté des masses rurales et urbaines. Un certain nombre d'actions et d'initiatives de développement ont été développées (quelques cas):

. Projet ASC Emploi

Ce projet a vu le jour en 2000 sous l'égide du Ministère chargé de la Jeunesse. Il s'agit d'octroyer des crédits aux Associations Sportives et Culturelles qui désirent s'investir dans des activités génératrices de revenus. Dans la région de Tambacounda les ASC suivants ont pu bénéficier de ces crédits : ASC Avenir, ASC Espoir, l'ASC Salikénié (4 Millions CFA) et de l'ASC Deggo (5 Millions) pour le département de Tambacounda ; Lawol Tamba (4 Millions) et Jaka (5 Millions) pour le Département de Kédougou ;ASC Sanda, Asc Tiabou dans la commune de Bakel et deux autres ASC dans le Goudiry pour une valeur de 5.5 Millions.

Ces ASC s'investissent dans diverses activités de services, de commerce, de gestion de l'environnement et du cadre de vie, de transformation de produits forestiers, d'élevage, d'agriculture, de maraîchage, etc.

. PROMER (le Projet de Promotion Micro Entreprises Rurales)

Cibles : Populations rurales les plus pauvres avec un accent particulier aux jeunes ruraux et aux femmes.

Objectifs généraux:

- Améliorer les revenus des familles rurales pauvres par la création de nouveaux emplois rémunérateurs et durables;
- Accroître la production de biens et de services de qualité pour le développement économique des zones rurales à travers la valorisation des productions et des ressources locales ;
- Allonger la période du travail productif annuel au-delà de la période des travaux agricoles ;
- Atténuer l'exode rural grâce aux opportunités de travail offertes aux jeunes dans les villages

Durée : 6 ans : mars 1997-mars 2003 et **Coût du projet** : 10.94 millions de dollars us

Financement du projet : FIDA 67%, Bénéficiaires : 12.1%, Crédit Mutuel du Sénégal :10.6%, Gouvernement du Sénégal 10.3%

Principales réalisations :

- 41 Communautés Rurales et 17 Arrondissements touchés ;
- 301 comptes ouverts et 19819935 F CFA d'épargne collectée;
- 190 dossiers financés dont 45.26% pour les femmes et 26% pour les jeunes ;
- 30379832 F CFA de prêts accordés dont 37.7% pour les femmes et 30.8 % pour les jeunes;
- 431 PIE formés dans les domaines très variés (comptabilité/gestion, savonnerie, forge, embouche, micro pâtisserie, transformation des fruits et légumes, aviculture, teinture, coiffure, restauration, etc. dont 78% de femmes et 39% de jeunes;
- 706 emplois créés ou consolidés;
- Amélioration du rendement énergétique des fours artisanaux;
- Appuis organisationnels et commerciaux, à des groupements de femmes productrices de karité, Nététou, huile de palme et savon.

. Initiative locale de lutte contre la pauvreté dans la commune de Tambacounda

Titre : Association LA LUMIERE

Zone d'intervention : Région de Tambacounda

Objectifs

- Contribuer au développement harmonieux et économique des populations;
- Appuyer toute initiative de base à caractère communautaire liée à l'auto emploi des jeunes et des femmes;
- Développer l'esprit d'entreprendre solidairement en milieu défavorisé;
- Assistance à l'enfance déshéritée et en danger;
- Lutter contre la mendicité infantile et les pires formes de travail des enfants;
- Promouvoir les droits de l'enfant et de la femme;
- Promouvoir la santé communautaire surtout en milieu défavorisé;
- Lutter contre toute forme d'exclusion sociale;
- Développer les activités de reboisement et toutes autres actions susceptibles de
- prévenir la dégradation de l'environnement.

Bénéficiaires/cibles

Les enfants, les femmes, les handicapés, les jeunes, les paysans, les artisans.

Mode d'intervention

Volontariat, approche participative, IEC, formation pour l'auto emploi, prestation de service, études de projets, suivi et évaluation.

Projets en cours

Garderie d'enfants communautaire, centre d'enseignement technique féminin, cours de renforcement pédagogique, recensement, encadrement et reconversion, restauration du cœur pour les mendiants, sensibilisation sur la santé de la reproduction et les MST- sida, sensibilisation sur le civisme, les droits de l'homme et de l'enfant

. Une expérience en matière de lutte contre la pauvreté : Le Fonds de Développement Local de Kédougou (FDL)

Le Fonds de développement Local (FDL) dans la région de Tambacounda est un programme financé par le PNUD et le Fonds d'Equipement des Nations Unies (FENU). Il constitue une expérience pilote de lutte contre la pauvreté.

Le programme qui intervient dans 14 collectivités locales des départements de Kédougou et de Tambacounda travaille essentiellement sur quatre axes : la planification, la réalisation d'investissements prioritaires, l'appui aux organisations de base, le renforcement des capacités.

La planification qui est à la base des programmes d'action a permis la reformulation de treize Plans de développement Local (PDL) et du plan d'investissement Communal (PIC) de la commune de Kédougou qui sont des instruments essentiels de développement pour les six années à venir. Près de deux ans après son lancement, le FDL a à son actif les activités suivantes :

a) Au niveau des infrastructures et des équipements :

- réhabilitation de la place Léopold Sédar Senghor de la commune de Kédougou ;
- extension et réhabilitation du réseau d'éclairage public de la commune ;
- construction d'un terrain de sport multifonctionnel dans la commune ;
- construction et équipement de 13 maisons communautaires ;
- construction de 16 puits neufs ;
- extension de 2350 mètres de réseau d'adduction d'eau ;
- construction de 3 maternités rurales ;
- construction de 8 cases de santé ;
- réhabilitation de 2 salles de classe

b) Projets en faveur des organisations communautaires de base :

- projet de maraîchage ;
- projet d'aviculture ;
- projet d'installation de moulins à mil ;

c) Au niveau de la formation :

- formation de 225 élus locaux sur les thèmes relatifs à la planification, au budget, aux compétences transférées, au contrôle de la légalité ;
- formation de 21 matrones
- formation de 10 auxiliaires de santé communautaire ;

- formation de 17 vétérinaires ;
- formation de 18 pépiniéristes.

. LE CIBLAGE DES GROUPES VULNERABLES

Les groupes vulnérables concernent :

Les femmes

- Les femmes veuves sans soutien et sans ressources
- Les femmes divorcées sans soutien et sans ressources
- Les femmes handicapées sans soutien et sans ressources
- Les prostituées
- Les femmes analphabètes et illettrées sans ressource
- Les filles mères sans soutien et sans ressources
- Les femmes chômeuses sans emploi et sans qualification

Ces femmes n'ont pas de véritables revenus. Les ressources financières dont elles disposent sont faibles, irrégulières. Ces femmes s'investissent d'habitude dans des travaux champêtres et dans des travaux domestiques pénibles. Elles sont exposées aux maladies (prostituées), marginalisées et parfois violentées. Elles ont aussi des difficultés de trouver un emploi stable et bien rémunéré.

Les enfants

- Les enfants handicapés sans soutien
- Les enfants de la rue
- Les jeunes mendiants et/ou les talibés
- Les Orphelins sans soutien
- Les enfants issus de familles pauvres ou disloquées

Ces enfants vivent dans des conditions assez dégradantes caractérisées par un cadre de vie mal assaini et vulnérables aux maladies et n'ont aucun soutien pour leur prise en charge.

Les personnes du troisième âge

- Les retraités à faible revenu
- Les chefs de ménage sans revenus et sans ressources
- Les retraités chef de famille sans soutien et sans ressources
- Les veuves et veufs âgés sans soutien et sans ressources
- Les mendiants âgés.

Ces personnes du 3^{ème} âge sont caractérisées par :

- L'insuffisance de la pension entraînant la diminution du pouvoir d'achat
- Un niveau d'endettement parfois important
- La vulnérabilité à la maladie et un état de santé précaire
- Des difficultés à survenir aux besoins de la famille élargie (alimentation, santé, etc.)
- Des difficultés à prendre en charge les soins médicaux
- Des difficultés de mobilisation de l'épargne et à accéder au crédit.

Par ailleurs, ces personnes entretiennent une famille nombreuse et vivent dans des conditions à la fois difficiles et précaires.

PROGRAMMES	REUSSITES	LIMITES
Programme des Ceintures laitières	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du revenu des éleveurs, - Production de fumier, - Amélioration de l'alimentation des populations et des ménages. 	<ul style="list-style-type: none"> - Cherté de la graine de coton, - Difficultés de commercialisation surtout en hivernage.
Filière banane	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du revenu des producteurs, - Amélioration de l'alimentation des populations et des ménages de la région. 	<ul style="list-style-type: none"> - Coût élevé du transport, - Problèmes de conservation, - Concurrence avec les pays limitrophes.
Partenariat URCAT/CNIA (carreaux usine)	<ul style="list-style-type: none"> - Ristournes, - Responsabilisation de producteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - financement et évacuation, - Vétusté du matériel de collecte.
Partenariat Cadre Locaux de Concertation des Organisations Paysannes (CLCOP) et le Programme de Services Agricole/PSAOP	<ul style="list-style-type: none"> - Création de cadre de concertation dans - les Communautés Rurales, - Renforcement des capacités des producteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Attentisme des populations, - Démultiplication de l'information.
Programme MECADR/T entre SODEFITEX, WINROCK, DYNA ENTREPRISES et les acteurs)	<ul style="list-style-type: none"> - Facilités d'épargne et de crédit 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité d'autofinancement faible, - Concurrence avec les autres mutuelles.
Projet de Promotion des Micro Entreprises Rurales (PROMER)	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des revenus en milieu rural, - Promotion des micros entreprises rurales. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accès difficile aux crédits, - Taux d'intérêt élevé.
Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (PGCRN)	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des ressources naturelles, - Participation et implication des populations, - Promotion de la bonne gouvernance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet financé à distance, - financement faible, - Manque de suivi au niveau régional et départemental.
Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR)	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'infrastructures (routes, écoles, dispensaires, puits, forages,etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Non extension dans les Communautés Rurales.
Programme micro jardin de la FAO	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des revenus des producteurs - Auto suffisance alimentaire et amélioration de l'alimentation des populations. 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés de conservation - Faiblesse de la production.
Partenariat SODEFITEX, CIVD PROGED	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des revenus des producteurs, - Amélioration de l'alimentation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de mortalité élevé. - Manque d'équipements (couveuse), - Chaleur.
Partenariat GADEC/UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de l'eau potable pour les 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence du socle, - Enclavement,

	<ul style="list-style-type: none"> - populations et le cheptel, - Eradication des maladies liées à l'eau. 	<ul style="list-style-type: none"> - Coût élevé des ouvrages.
Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminin (PAGF)	<ul style="list-style-type: none"> - Création de case foyer, - Création de garderie d'enfants, - Caisse d'épargne et de crédit. 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du financement, - Manque de suivi, Attentisme, - Difficultés de remboursements des crédits.
Partenariat SODEFITEX, CNCAS, URCAT	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement et renouvellement de l'équipement agricole. 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de remboursements faible, - Faible extension du programme.
Programme de communication CNCR/SODEFITEX/ADM	<ul style="list-style-type: none"> - Création de radios rurales, - Mise en place journal en langues locales le «Kaaburu». 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les zones de couverture des radios, - Extension limitée.

V. ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Des **domaines prioritaires** d'intervention ont été identifiés et concernent les secteurs de :

- l'agriculture,
- la santé,
- l'éducation et la formation
- l'accès à l'eau Potable (AEP),
- le désenclavement de la région,
- la sécurité alimentaire,
- la mise en valeur rationnelle et la préservation des ressources forestières,
- la mise en valeur des ressources minières.

L'objectif ultime de ces axes prioritaires d'intervention est la création de richesse et l'amélioration des conditions de vie des populations.

La création de richesse passera par :

- L'implantation de caisses et de mutuelles d'épargne et de crédit et leur accessibilité aux femmes, aux jeunes, aux OP, aux OCB et aux populations vulnérables porteurs de projets;
- La création d'infrastructures économiques modernes;
- Le désenclavement de la région par la construction de routes et de pistes de production;
- Le renforcement des capacités (institutionnelles, financières, organisationnelles et techniques) des OCB et des OP;
- La baisse des taux d'intérêt et des agios des banques et autres structures de financement;
- L'exploitation des potentialités naturelles de la région (ressources minières et forestières) par la création d'unités de transformation des produits;
- La promotion d'activités génératrices de revenus;
- La mise en place d'activités structurantes (usine, complexe industriel de grande envergure) qui nécessite des investissements lourds.

VI - OBJECTIFS PRIORITAIRES ET RESULTATS ATTENDUS

. Les axes prioritaires de développement concernent :

1. Le développement des productions agricoles

2. Le développement du secteur de la santé
3. Le développement du secteur de l'éducation et de la formation
4. Un meilleur accès à l'eau Potable
5. Le désenclavement de la région
6. La sécurité alimentaire
7. Mise en valeur rationnelle et la préservation des ressources forestières

Axe prioritaire n°1: Développement des productions agricoles

<u>Constat</u>	<u>Objectifs</u>	<u>Stratégies</u>
Agriculture de subsistance caractérisée par la faiblesse des productions agricoles	Intensification production agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des méthodes culturales - Facilités dans l'octroi de crédit au monde rural paysan - Intensification et diversification des productions - Diminution des prix des intrants et du matériel agricole - Allocation de subvention au secteur de l'agriculture - Renforcement de l'encadrement du monde rural - Poursuite des opérations d'insémination - Suivi médical régulier du cheptel - Disponibilité de l'eau en permanence pour le bétail - Diminution des taxes sur le bétail - Lutte contre le vol de bétail

Axe prioritaire n°2: Développement du secteur de la santé

<u>Constat</u>	<u>Objectifs</u>	<u>Stratégies</u>
Détérioration des conditions sanitaires des populations aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines	Amélioration conditions sanitaires populations	<ul style="list-style-type: none"> - Création et/ou renforcement des infrastructures sanitaires - renforcement en zone rurale de postes de santé, maternités rurales et case de santé - recrutement et la mise en place de personnels qualifiés - équipement et la dotation en médicaments des infrastructures sanitaires

Axe prioritaire n°3: Développement du secteur de l'éducation et de la formation

<u>Constat</u>	<u>Objectifs</u>	<u>Stratégies</u>
Taux d'analphabétisme élevé	Élévation taux scolarisation	<ul style="list-style-type: none"> - Création et/ou renforcement des infrastructures scolaires et de formation - sensibilisation des parents - création de nouvelles écoles - renforcement de la scolarisation des filles - généralisation des cantines scolaires - augmentation et renforcement des infrastructures scolaires - équipement et renforcement du personnel enseignant - création de centres de formation professionnelle dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie, de l'élevage, de l'artisanat, du tourisme et de l'hôtellerie.

Axe prioritaire n°4 : Faciliter l'Accès à l'Eau Potable (AEP)

Constat	Objectifs	Stratégies (Construire et réhabiliter)
Difficultés d'accès à l'eau potable aussi bien pour les hommes que pour le cheptel	Assurer bonne alimentation en eau et améliorer conditions d'hygiène	<p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de bassin de rétention - Renforcement de la politique des branchements sociaux - Généralisation des branchements collectifs - Réhabilitation et fonçage des puits en milieu rural - Implantation rationnelle de forages et leur entretien - Renforcement des capacités d'actions des membres des comités de gestion des forages

Axe prioritaire n° 5: désenclavement de la région

Constat	Objectifs	Stratégies (Construire et réhabiliter)
Enclavement et difficultés d'accès à certaines localités de la région	Réhabilitation et création de route et de nouvelles pistes de production	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter <ul style="list-style-type: none"> - l'axe routier Koumpentoum/Tambacounda routes - les pistes de production selon les axes suivants : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Banisrael/Dougé ▪ Sinthiou Malem/Ndoga Babacar ▪ Kédougou/Dindi/Bandafassi ▪ Kédougou/Fongolimbi/Dimboli ▪ Kédougou/Salémata ▪ Kédougou/Saraya/Medinabaffé ▪ Netteboulou/Missirah ▪ Koussanar/Makaa ▪ Koussanar/Dawadi, etc.

Axe prioritaire n°6 : La sécurité alimentaire

Constat	Objectifs	Stratégies (Construire et réhabiliter)
Objectif d'autosuffisance et de sécurité alimentaire loin d'être atteint	Assurer une bonne alimentation pour les populations et les ménages	<ul style="list-style-type: none"> - La restauration de la qualité des sols - recherche agricole par la mise en place de variétés adaptées aux conditions agro-écologiques et à haut rendement - La mise en place de banques céréalières - La régulation des prix céréaliers - L'accès aux matériels agricoles (SODEFITEX, PMIA) - La promotion de l'apiculture et de la pisciculture et la riziculture - Lutte contre les feux de brousse et les attaques acridiennes - La valorisation des produits forestiers - L'intensification des productions animales (lait,

		viande) - Le développement du maraîchage
--	--	---

Axe prioritaire n°7 : Mise en valeur rationnelle et la préservation des ressources forestières

Constat	Objectifs	Stratégies (Construire et réhabiliter)
Exploitation anarchique des produits forestiers et dégradation des ressources forestières	Exploitation rationnelle et durable ressources forestières	<ul style="list-style-type: none"> - La sensibilisation des populations sur la gestion durable - L'implication des populations dans la gestion des ressources - La mise en place d'unités d'exploitation et de transformation des produits - Le renforcement des capacités des producteurs (Formation aux techniques d'exploitation et de transformation des produits) - La recherche de débouchés pour les produits transformés - La mise en place de programmes, de projets et de plans de gestion intégrée des ressources naturelles - La création de pistes de production

. Les autres domaines prioritaires

. Développement du tourisme dans la région :

- politique de promotion de la destination Tambacounda.
- construction d'infrastructures touristiques (hôtels, campements, gîtes)

. Information : augmenter la couverture médiatique des radios rurales, une plus grande accessibilité aux quotidiens d'information, extension de la téléphonie et de l'électrification rurale, accès à Internet

. L'accès aux services sociaux de base et amélioration du cadre de vie des populations :

- Accès à l'eau en qualité et en quantité pour les hommes et le bétail
- Accès aux services sanitaires
- Nutrition communautaire
- Habitat et assainissement
- Faciliter l'accès à l'appareillage des personnes handicapées
- Mettre en place un fonds social pour la prise en charge des personnes vulnérables par exemple les handicapés dans l'acquisition de l'appareillage.
- Mise en place d'infrastructures d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales notamment au niveau des quartiers périphériques.

Plan d'actions issu des consultations

ACTIONS	ACTEURS	CIBLES	RESPONSABLES	STRATEGIES MISE EN OEUVRE	DUREE	CONTRIBUTION LOCALE	RESULTATS ATTENDUS	Indicateurs de suivi
Mise en place d'unités de transformation	Etat, Bailleurs, ONG, Coopération décentralisée	Populations, jeunes, producteurs	Promoteurs (GIE, GPF, privés)	- Montage dossiers - Recherche du site	1 an	Bénéficiaires Collectivités (affectation de terrain, exonération d'impôts)	- Transformation produits locaux - Revenus additionnels - Création d'emplois	- Niveau de production - Evolution du chiffre d'affaire
Renforcement des capacités des producteurs	Etat, ONG, Bailleurs Projets	GAF Bakel FAFS Bakel, Kédougou	ONG, coopération décentralisée	Formation approche participative	2 à 6 mois	Financement, autofinancement	Bonne gestion	- Production documents, Evaluations, contrôles périodiques
Renforcement des postes et cases de santé	Etat, B. de fonds, ONG, collectivités locales.	Kéniéba, Loffé, Diam Diam, etc.	Promoteurs, GIE, Privés,	Initiatives locales	1 à 2 ans	Investissement humain	- Amélioration des conditions de vie des populations	
Construction et réhabilitation des routes	Etat, Bailleurs de fonds.	Populations collectivités locales	Collectivités locales, Etat	Etudes topographiques Discussion avec les populations	2 à 3 ans	Collectivités, SODEFITEX, GADEC	- Désenclavement de la zone - Meilleur écoulement des produits, - Gain de temps	Taux de fréquentation de la route
Mobilisation de l'épargne	ONG, Populations, Projets	Associations de jeunes, GPF, Producteurs	Adhérents	Création des mutuelles d'épargne et de santé	6 mois	membres des mutuelles	Bonne rémunération de l'épargne Incidence sur le niveau de vie	Registres des adhérents, livrets, comptes la mutuelle, etc.

ACTIONS	ACTEURS	CIBLES	RESPONSABLES	STRATEGIES DE MISE EN OEUVRE	DUREE	CONTRIBUTION LOCALE	RESULTATS ATTENDUS	Indicateurs de suivi
Décentralisation et déconcentration des services de base	Etat, ONG, Collectivités Locales, Bailleurs de fonds,	Populations	Etat, Collectivités Locales	Sensibilisation, Elaboration des plans et projets, - négociation et financement - Réalisation des infrastructures	1 à 5 ans	5% populations 10% collectivités locales	L'accès aux services sociaux de base	- aire de polarisation des services sociaux de base - Nombre d'infrastructures créées
renforcement et/ou création de centres de formation professionnel	Etat, ONG, Bailleurs de fonds, Opérateurs privés collectivités locales	Producteurs, Femmes, Jeunes, Handicapés, OP, enfants en situation difficile	Etat, OP, collectivités locales	Subventions Etat	Court et moyen terme	Investissement humain, - Apport personnel (collectivités locales)	Renforcement des capacités, - Responsabilisation des OP - Développement des ressources humaines	- Nombre de personnes formées - Taux de fréquentation des centres - Aire de polarisation du centre
Création et/ou renforcement des infrastructures socio-économiques	Etat (PNIR) ONG Collectivités locales OP	communautés rurales	Etat, OP, collectivités locales Populations	- Construction des pistes de production - Electrification et téléphonie rurale - Construction forages et puits - Construction de cases	Court et moyen terme	- Accès à l'eau potable des populations		

				et postes de santé				
Accessibilité aux crédits	CNCAS CMS AFRICA RE Chambre de métiers UNACOIS GEC MECAD R/T	Producteurs, Femmes, Jeunes, Handicapés, OP	Etat, ONG, OP, Institutions financières	- Baisse taux d'intérêt, - Rendre souple les conditions d'accès aux crédits - Augmenter les caisses, les mutuelles, les GEC	Court et moyen terme	- Part social - Droit d'adhésion, - Apport personnel	Accès facile aux crédits	Nombre de personnes bénéficiaires de crédits
	ONG, Populations, Projets	Associations de jeunes, GPF, Fédérations de producteurs, etc.	Adhérents	Création des mutuelles d'épargne et de santé	6 mois	membres des mutuelles	Bonne rémunération de l'épargne Incidence sur le niveau de vie	Registres des adhérents, livrets, comptes I a mutuelle, etc.

PLAN D' ACTIONS

Objectifs Stratégiques	STRATEGIE S DE MISE EN OEUVRE	ACTIONS	CIBLES/ BENEFICIAIRES	ACTEURS	DUREE	CONTRIBUTION LOCAL E	RESULTATS ATTENDUS	Indicateurs de suivi
Mise en valeur des ressources	Mise en place d'unités d'exploitation et de transformation	Identification du projet - Conception et montage des dossiers de projets - Recherche de financements	Populations jeunes, producteurs OCB, OP, GPF, Collectivités locales	Etat, Bailleurs de fonds, ONG, Coopération décentralisée	moyen terme	(affectation des terrains, exonération d'impôts) Investissement humain (main œuvre, etc)	Transformation des produits locaux - Revenus additionnels - Création d'emplois	- Revenus distribués - Nombre d'emplois créés
Renforcement des	Mise en place	Ciblage	OCB, OP, GPF	Etat, ONG, Projets.	2 à 6 mois	Autofinancement	Bonne gestion	- Production

capacités des acteurs de base	de programmes de formation		élus locaux					documents, Evaluations, contrôles périodiques
Assurer une bonne alimentation en eau et améliorer les conditions d'hygiène des populations et des ménages	Favoriser et faciliter l'accès à l'eau potable aux populations et aux ménages	<ul style="list-style-type: none"> - branchements sociaux; - branchements collectifs - Réhabiliter et fonçage puits et forages en milieu rural; - Renforcer les capacités d'actions des membres des comités de gestion des forages. 	<ul style="list-style-type: none"> - Populations; - Ménages ruraux et urbains 	Etat, Bailleurs de fonds, ONG, projets.	moyen terme (0 - 2 ans)	<ul style="list-style-type: none"> - Apport de 5 à 10 % de la collectivité locale dans la réalisation sur chaque infrastructure; - Tarification symbolique au niveau des bornes fontaines et des robinets publics 	<ul style="list-style-type: none"> L'eau potable est disponible; Les conditions d'hygiène sont améliorées; Les comités de gestion des forages sont plus opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'implantation de forages, de bornes fontaines, de robinets publics; - Taux d'augmentation des branchements sociaux individuels.
Désenclavement de la région	Construction et réhabilitation des routes	<ul style="list-style-type: none"> Réhabiliter axe Koumpentoum/Tambacounda routes et pistes de production - Construire (revêtement) les axes suivants : Banisrael/Dougé; Sinthiou Malem/Ndoga Babacar; Kédougou/Dindifelo/Bandafassi; Kédougou/Fongolimbi/Dimboli; 	<ul style="list-style-type: none"> Populations Etat Collectivités 	Etat, Bailleurs de fonds.	Long terme (2 à 7 ans)	Main œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Désenclavement de la région; - Meilleure écoulement des productions notamment agricoles, - Gain de temps 	<u>Taux de fréquentation de la route</u>

		Kédougou/Salémata Kédougou/Saraya/Medinabaffé; Netteboulou/Missih; Koussanar/Makaa; Koussanar/Dawadi, etc.									
Amélioration des conditions sanitaires des populations	<u>Création et/ou Renforcement des infrastructures sanitaires</u> Création des mutuelles d'épargne et de santé	- Renforcement notamment en zone rurale des postes de santé, des maternités rurales et des case de santé - Création de nouvelles infrastructures dans les zones qui en sont dépourvus. - Recrutement et la mise en place de personnels qualifiés - Equipement et la dotation en médicaments des infrastructures sanitaires	Collectivités locales (CR Kéniéba, Loffé, Diam Diam, etc.)	Etat, Bailleurs de fonds, ONG, collectivités locales		Initiatives locales	Les conditions sanitaires des populations sont améliorées	- Taux de fréquentation - Nombre de personnel disponible - Zone de polarisation		- Amélioration des conditions de vie des populations	
Atteindre d'autosuffisance et la sécurité alimentaire	Intensifier les productions agricoles (agriculture, élevage, maraîchage, etc.)	Accès aux intrants et aux matériels agricoles (SODEFITEX, PMIA, SONACOS) - Lutte contre les feux de brousse et les attaques acridiennes	Populations, ménages, producteurs	Etat, Bailleurs de fonds, ONG, Coopération décentralisée	moyen terme	(affectation des terrains, exonération d'impôts) Investissement humain (main oeuvre, etc)	- Les ménages ont accès à l'alimentation toute l'année - Des stocks céréaliers sont disponibles	- Augmentation de la productivité -			

abilité aux crédits		conditions d'accès aux crédits - Augmenter les caisses, les mutuelles, les GEC	ons de jeunes, Handicapés, OP, OCB	métiers UNACOIS Institutions financières		on, - Apport personnel	e Incidence sur le niveau de vie Accès facile aux crédits	nombre de comptes, de mutuelles, de personnes bénéficiaires de crédits
Développement le secteur agricole	Intensification des productions agricoles	Amélioration des méthodes culturales - Facilités octroi de crédit - Intensification et diversification des productions - Diminution des prix des intrants et du matériel agricole - Renforcement de l'encadrement du monde paysan	Etat, ONG, Collectivités Locales, Bailleurs de fonds,	Les agriculteurs Les promoteurs privés	Etat, Collectivités Locales	Court et moyen terme	5% populations 10% collectivités locales	Augmentation de la production agricole

Source : PRDI 2000

ANNEXES

Tableau Répartition du réseau routier

Tableau : Evolution des écoles et classes de l'élémentaire

Tableau : Evolution des effectifs de l'élémentaire

Tableau: Répartition des écoles par nombre de classes

Tableau : Situation de l'alphabétisation

Tableau : Opérateurs et Centres en Alphabétisation (département de Bakel)

Tableau : Opérateurs et Centres en Alphabétisation (département de Kédougou)

Tableau: Opérateurs et Centres en Alphabétisation (département de Tambacounda)

Tableau : Carte sanitaire en 1997

Tableau : Répartition du personnel socio – sanitaire par structure

Tableau: Taux d'activité par Age (%) et par Sexe

Tableau : Taux de chômage (en %) par Age, par Sexe et Milieu de résidence

Tableau : Répartition de la population active dans la profession

Tableau : Population active par grands groupes professionnels

Tableau : Evolution du budget de la région

Tableau : recouvrement du budget des communautés

Tableau Répartition du réseau routier

Catégorie	Longueur des routes				Total
	Revêtues		Non - Revêtues		
	Km	%	Km	%	
<i>Routes Nationales</i>	670	89,3	80	10,7	750
<i>Routes Régionales</i>	0	0	0	0	0
<i>Routes Départementales</i>	61,5	2,6	2.346,5	97,4	2.408
<i>Routes Répertoirees</i>	0	0	480	100	480
<i>Total</i>	731,5	20%	2.906,5	80%	3.638

Source : Division régionale des Travaux Publics (DRTP)

Tableau : Evolution des écoles et classes de l'élémentaire

années	IDEN	écoles			classes				
		fonctionnelles	non fonctionnelles	total	fonctionnelles.	non fonctionnelles	total	c.d.f	c.m.g
94/95	BAKEL	45	24	69	127	81	208	06	08
	KEDOUGOU	62	13	75	143	37	180	00	14
	TAMBACOUNDA	74	12	86	243	36	279	83	07
	TOTAL REGION	181	49	230	513	154	667	89	29
95/96	BAKEL	69	07	76	174	46	220	03	06
	KEDOUGOU	72	03	75	181	08	189	00	02
	TAMBACOUNDA	97	14	111	289	46	335	28	07
	TOTAL REGION	238	24	262	644	100	744	31	15
96/97	BAKEL	89	07	96	235	10	245	18	05
	KEDOUGOU	90	00	90	221	00	221	00	01
	TAMBACOUNDA	135	11	146	365	13	378	73	12

	TOTAL REGION	314	18	332	821	23	844	91	18
97/98	BAKEL								
	KEDOUGOU								
	TAMBACOUNDA								
	TOTAL REGION	401	15	416	975	102	1077	111	29
98/99	BAKEL								
	KEDOUGOU								
	TAMBACOUNDA								
	TOTAL REGION	434	15	449	1074	103	1177	120	31

Sources : BA (S.G) ; Situation économique régionale de Tambacounda –Mars 1998

WARORE (M. ND) ; Rapport introductif au CRD Spécial du 19-09-2000

Tableau : Evolution des effectifs de l'élémentaire

I.D.E.N	1994 / 1995			1995 / 1996			1996 / 1997			1997 / 1998			1998 /1999		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
BAKEL	4417	2552	6969	5704	3742	9446	7121	5094	12384						
KEDOUGOU	3665	1654	5319	4654	2675	7329	4810	3449	9029						
TAMBA	8316	5607	13293	9892	7120	17012	11605	8521	20197						
TOTAL REGION	127487	10845	28332	20250	13537	33787	24546	17064	41610						

Source : Service régional de la prévision et de la statistique « Situation économique régionale de Tambacounda -Mars 1998 »

Tableau: Répartition des écoles par nombre de classes

I.D.E.N	TOTAL ECOLES	à 1 classe	à 2 classes	à 3 classes	à 4 classes	à 5 classes	à 6 classes	à 7 classes	à 8 classes	à 9 classes	à 10 classes	à 11 classes	à 12 classes
BAKEL	96	49	22	08	04	04	01	02	00	01	01	00	04
KEDOUGOU	91	35	30	09	06	04	04	01	00	00	00	00	02
TAMBA	147	92	17	14	04	02	05	01	00	03	02	01	06
TOTAL REGION	334	176	69	31	14	10	10	04	00	04	03	01	12

Source : Service régional de la prévision et de la statistique « Situation économique régionale de Tambacounda -Mars 1998 »

Tableau: Répartition des écoles par nombre de classes

I.D.E.N	TOTAL ECOLE S	à 1 class e	à 2 class es	à 3 class es	à 4 class es	à 5 class es	à 6 class es	à 7 class es	à 8 class es	à 9 class es	à 10 class es	à 11 class es	à 12 class es
BAKEL	96	49	22	08	04	04	01	02	00	01	01	00	04
KEDOUGO U	91	35	30	09	06	04	04	01	00	00	00	00	02
TAMBA	147	92	17	14	04	02	05	01	00	03	02	01	06
TOTAL REGION	334	176	69	31	14	10	10	04	00	04	03	01	12

Source : Service régional de la prévision et de la statistique « Situation économique régionale de Tambacounda -Mars 1998 »

Tableau : Situation de l'alphabétisation

DEPARTEMENT S	Nbre de MONITEUR S			MONITEURS						Nbre de centre s	Centre s à 1 coh.	Centre s à 2 coh.	Effectif s Alphab .	H	F
	T	H	F	Néo - ana	CEP E	BFE M	BA C	Non ident .	Arab e						
BAKEL	63	46	1 7	18	30	05	00	08	02	63	15	48	3373	170 7	166 6
KEDOUGOU	71	47	2 4	06	49	16	00	00	00	71	21	50	3565	174 3	182 2
TAMBA	10 5	92	1 3	57	36	06	01	05	00	105	30	73	4635	268 5	195 0
REGION	23 9	18 5	5 4	81	115	27	01	13	02	239	66	171	11.573	613 5	543 8

Source : Service régional de la prévision et de la statistique

Tableau : Opérateurs et Centres en Alphabétisation (département de Bakel)

Projets	Opérateurs	Nombre CAF		Nombre ECB			Total
		Niveau	Niveau	1ère	2è	3è	
		1	2				
PAPA	ACUPROS		40				40
	ADIGE		14				14
	AERAB		11			02	13
	AADEB-SOOBE		05				05
	AED/ ABK	10					10
	FONGS	20					20
	ENVIRON.2001	30					30
	ASED	10					10
GRADIL	10					10	

	Jokkare- Endam	10				10
	Soxaana Fedde	30				30
PADEN	AED/ ABK		10			10
	PADEC	03				03
PAIS-ETAT	AFBG		05			05
	BAMTARE		05			05
	SOXAANA F.		05			05
	AED/ ABK		05			
	IDEN	05				05
	AAEDB-SOOBE		05			05
PGCRN	CGRN	15				15
TOTAL	IDEN	98	105			2 195

Source : Inspection d'Académie « Rapport Introductif au CRD Spécial du 19-09- 00 »

Tableau : Opérateurs et Centres en Alphabétisation (département de Kédougou)

Projets	Opérateurs	Nombre CAF		Nombre ECB			Total
		Niveau	Niveau	1ère	2è	3è	
		1	2				
PAPA	MFR	20	10				30
	XALL YOON	10					10
	ENTTK	10	20				30
	GAVD	20	10			04	34
	ECARP	20	13			04	37
PGCRN	CGRN	08	06				14
PAIS- ETAT	SODEFITEX	05					
	IDEN						
	GAVD						
	MENTM	05					
TOTAL	IDEN	85	103			08	196

Tableau: Opérateurs et Centres en Alphabétisation (département de Tambacounda)

Projets	Opérateurs	Nombre CAF		Nombre ECB			Total
		Niveau	Niveau	1ère	2è	3è	
		1	2				
	OIEC					03	03
	CADRE		10				10
	CADRE GERMAU	20					20
	ARP	20	10				30
	ADOA	20			20		40
	EKAF	10	10		10		30
	GRACE 1		13				13
	GRACE 2	20			10		30
	PADEC	10					10
	DADO LIGO	05					05
	Nikolo Badiar	05					05
	FONGS	20					20
	UGOAFK		10				10

PADEN	COPADEN		06			06
	EDOA		03			03
	PADEC		03			03
PAIS- ETAT	ARP		07			07
	EDOA		03			03
	EKAF	07				07
	Kamben Tessito		07			07
	Fedde Bamtare		05			05
	UPDR/ R		06			06
	TOSTAN	TOSTAN/ TBA	38			
PGCRN	CGRN/ Néttéboulou	06				06
	CGRN/ Missirah	05				05
TOTAL	IDEN	217	165		3	395
TOTAL	REGION					786

Source : Inspection d'Académie « Rapport Introductif au CRD Spécial du 19-09- 00 »

Tableau : Carte sanitaire en 1997

Infrastructures	Nombre
hôpital régional	1
pharmacie régionale d'approvisionnement	1
Districts de santé	4
Service des Grandes Endémies	1
CRAS	1
Brigade régionale d'hygiène	1
Sous Brigades d'hygiène	5
Postes de Santé ruraux	65
Postes de Santé urbains	3
Maternités rurales	16
Cases de Santé	164
Cliniques privées	2
Officines	8
Dépôts privés de médicament	9
Infirmes privées	7
Infirmes de service	12
Léproserie	1
Villages psychiatriques	2
Centre de référence SMI/PF	1

Districts de Tambacounda, Bakel, Kédougou et Goudiry.

ANNEXES (suite)

Source : Service Régional de la Prévision et de la Statistique 1997

Tableau : Répartition du personnel socio – sanitaire par structure

	R.M	Hôpital Régional	Serv. Gdes Endémies	PMI- Région	Sce Régional hygiène	CRAS	Bakel	Goudiry	Kédougou	Tamba	TOTAL
Administrateur	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	01
Agent administratif	01	03	00	00	00	00	00	00	00	00	03
Médecin	02	01	00	00	00	00	01	01	01	02	08
Chirurgien	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	01
Gynécologue	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	01
Pharmacien	01	00	00	00	00	00	01	01	01	05	09
Technicien Sup. Santé	02	01	00	00	00	00	00	01	01	00	05
Technicien Sup. Odontologie	00	02	00	00	00	00	01	00	01	01	05
Inf Spécial labo	00	01	-	00	00	00	00	01	01	01	
T. S.Radio	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	
Anesthésiste & réanimateur	00	01	00	00	00	00	00	00	-	-	
Infirmier spécialiste ophtalmo.	00	01	-	00	00	00	00	00	-	-	
Assistant social	00	01	00	00	00	02	00	00	00	01	04
Aide social	00	01	00	00	00	00	00	00	00	01	01
IDE/sanitaire A	00	28	01	03	00	00	21	21	16	27	
SFE	01	03	00	02	00	00	03	02	01	02	14
TS Maintenance	00	01	00	00	00	00	00	00	-	-	
T S G Sanitaire	00	00	00	00	01	00	00	00	-	-	
T G Sanitaire	00	00	01	00	00	00	00	00	-	-	
S/Off Hygiène	00	00	00	00	04	00	01	01	01	-	
Agent Hygiène	00	00	00	00	11	00	02	04	02	00	
Aux Hygiène	00	00	01	00	08	00	01	03	02	02	
Aide Infirmier	00	02	00	01	00	00	00	00	-	01	
Matrones	00	07	00	00	00	00	39	64	23	104	
Hyg. Secouristes	00	00	00	00	00	00	-	109	15	104	
Agent de santé	00	00	02	02	00	00	18	32	22	48	

communautaire											
Chauffeurs	01	04	03	00	00	00	02	02	01	02	
Secrétaires	00	01	00	00	00	00	01	00	-	02	
Cuisiniers	00	03	00	00	00	00	00	00	-	00	
Lingères	00	02	00	00	00	00	00	00	-	00	
Autres agents	02	22	01	01	00	00	06	04	-	02	
TOTAL	10	88	09	09	24	02	98	246	88	298	

Source : Région Médicale de Tambacounda, Décembre 1996

Tableau: Taux d'activité par Age (%) et par Sexe

ENSEMBLE			
Ages	Masculin	Féminin	Ensemble
10-14	56,8	20,5	38,8
15-19	78,7	24,7	49,4
20-24	90,0	27,4	55,4
25-29	95,4	29,0	57,2
30-34	96,6	29,9	61,3
35-39	96,8	31,0	62,3
40-44	96,7	31,9	65,7
45-49	85,5	30,4	64,4
50-54	94,8	29,9	66,4
55-59	88,6	26,5	59,8
60 et +	51,3	16,7	33,6
TBA	51,3	16,7	33,6
TOTAL	94 309	32 298	126 607
TSA	83,5	26,6	54,0

Source : R.G.P.H.1988

Tableau : Taux de chômage (en %) par Age, par Sexe et Milieu de résidence

Age	Urbain		Rural		Ensemble	
	N	%	N	%	N	%
10-14	446	46,0	589	4,0	1 035	6,6
15-19	605	30,1	439	2,5	1 044	5,3
20-24	496	24,3	276	2,0	772	4,9
25-29	367	16,5	176	1,1	543	3,1
30-34	173	8,8	91	0,9	264	2,82
35-39	127	7,0	78	0,7	205	1,6
40-44	58	4,7	27	0,4	85	1,1
45-49	48	4,3	36	0,5	84	1,0
50-54	36	4,8	28	0,6	64	1,2
55-59	29	5,5	36	0,8	65	1,3
60 et +	81	11,7	215	3,4	296	4,3
TOTAL	2 466	16,1	1 991	1,8	4 457	3,5

Source: R.G.P.H. 1988

Tableau : Répartition de la population active dans la profession

Population active selon la situation dans la profession	Effectifs	Taux (%)
Employeurs	753	0,5
Salariés	7 068	4,8
Indépendants	65 366	44,1
Aides	68 905	46,2
Apprentis	2 908	2,0
Autres	2 914	2,0
TOTAL	147 914	100,0

Source: RGPH de 1988

Tableau : Population active par grands groupes professionnels

Grands groupes professionnels	Effectifs	Taux (%)
Direction/Encadrement	303	0,2
Intellectuel/Supérieurs	372	0,3
Intermédiaires/Techniciens	2 994	2,0
Commerce/Services	3 510	2,3
Agriculture/Transformation	126 578	85,6
Production	6 236	4,2
Ouvriers/Manœuvres	1 741	1,2
Ventes/Services	6 180	4,2
TOTAL	147 914	100,0

Source: R.G.P.H. 1988

Tableau : Evolution du budget de la région

Année	Fonds de Dotation		Fonds de Concours		Budget Général	% Dépenses Investissement
	Somme	Date mise en place	Somme	Date mise en place		
1997	238 814 182	30/04/97	74 999 989	29/08/97	310 808 171	19,44
1998	238 814 182	31/08/98	69 993 989	01/10/98	350 708 537	19,24
1999	278 993 636	30/05/99	76 000 000	31/10/99	428 083 250	9,23

Tableau : recouvrement du budget des communautés rurales par département

Département	Emission	Recouvrement	Taux Recouvrement
Kédougou	23.290.000	8.535.500	36,65
Tambacounda	83.015.000	53.643.500	63,97
Bakel	60.326.000	11.260.325	18,66

Pharmaciens : 01 du public et 8 du privé